

POUR SORTIR DE LA CRISE
plus solidaires!

PLATEFORME DE REVENDICATIONS DE LA CSN



« **O**n ne pourra sortir réellement de cette crise sans changer les vieux paradigmes du capitalisme. Un autre modèle économique est à imaginer et il doit être mis au service des humains qui peuplent notre petite planète et non les asservir. Cette crise nous donne une chance extraordinaire de changer les choses. Pour sortir de la crise, plus solidaires, nous avons besoin de la compétence, de la solidarité et de la militance de chacun et de chacune d'entre vous. »

— Claudette Carbonneau, présidente de la CSN

«Ce qui a commencé comme une crise financière est devenu une crise économique, se transforme en crise de l'emploi et pourrait se transformer en crise humanitaire si les pays qui en ont les moyens n'agissent pas.»

— ROBERT ZOELICK, PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE

LA CRISE

En comprendre l'origine

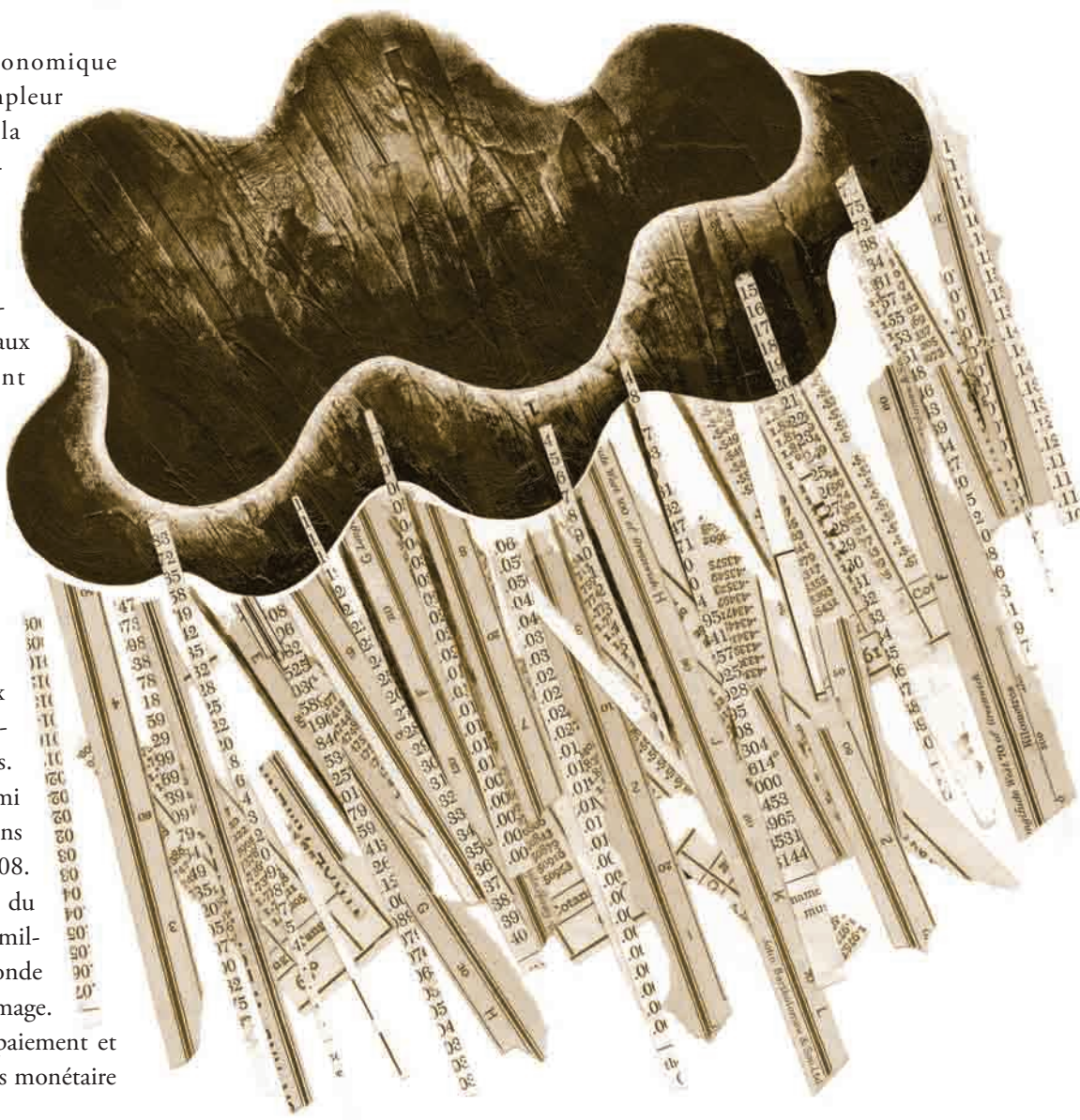
Le ralentissement économique actuel est d'une ampleur jamais vue depuis la Seconde Guerre mondiale. Toutes les économies développées sont simultanément en récession, plusieurs des économies en développement, qui connaissent un taux de croissance élevé, voient celui-ci diminué de moitié ou plus. La croissance mondiale qui atteignait 5 % annuellement frôlera le zéro en 2009.

De très grandes banques, parfois plus que centaines, sont littéralement en faillite aux États-Unis, en Islande, en Angleterre et dans d'autres pays. Plus de deux millions et demi d'Américains et d'Américaines ont perdu leur maison en 2008. L'Organisation internationale du travail (OIT) évalue que 50 millions de personnes dans le monde risquent de se trouver au chômage. Des pays sont en défaut de paiement et font un appel urgent au Fonds monétaire international (FMI).

Qu'est-il arrivé pour qu'on passe si rapidement d'une longue période de croissance économique à une sévère récession, pour que la crise financière dégénère si vite en crise économique généralisée?

«Durant la majeure partie des trois dernières décennies, ce sont les individus très riches qui ont accumulé une part disproportionnée de la richesse. Il faut renverser cette tendance.»

— PREMIER BUDGET OBAMA





Des inégalités croissantes

Le fossé entre les riches et les pauvres s'est élargi dans la plupart des pays au cours des dernières décennies. Selon l'OCDE, aux États-Unis, les 5 % les plus riches détenaient 15,6% du revenu national en 1981, cette part a grimpé à 22,3% en 2006. Cette tendance est moins marquée au Québec et au Canada compte tenu du rôle plus important qu'y joue l'État. Ainsi au Québec, les 20 % les plus pauvres ont maintenu leur (faible) part du revenu à 5,4% au cours des années 1981–2006, les 20 % les plus riches sont parvenus à accroître leur part de 39,6% à 42,9%, le tout aux dépens de celles et de ceux qui se trouvent dans ce qu'on appelle la classe moyenne.

Cette distribution plus inéquitable des revenus s'est réalisée à travers une série de mécanismes dont l'action a été plus ou moins forte selon les pays : réforme du marché du travail (plafonnement du salaire minimum, emploi atypique, recul du syndicalisme), affaiblissement de la protection sociale (assurance emploi), concurrence entre les territoires, les salarié-es et les pays pour l'obtention des investissements, etc.

En conséquence, on estime maintenant qu'au Canada la rémunération moyenne des patrons des grandes sociétés est de 240 fois la rémunération moyenne des travailleuses et des travailleurs.

Les salaires, pour leur part, ont stagné au cours des 25 dernières années et le recours au crédit, à l'endettement est devenu le principal stimulant de la croissance. Il y a une limite à une telle stratégie et la crise immobilière américaine y a mis fin brutalement.

Les crises sont inhérentes à la logique financière : la recherche du profit le plus élevé provoque, éventuellement, une phase d'engouement et d'emballlement où l'activité devient frénétique jusqu'à ce que la bulle éclate.

Un modèle en crise

Tout comme la crise des années 30, la crise économique actuelle révèle des déséquilibres profonds dont la gravité est amplifiée par la conjonction d'une série de crises : financière, alimentaire, énergétique et environnementale. Il s'agit donc d'une crise globale. Il ne suffira pas d'adopter, à la marge, quelques nouvelles réglementations et mesures de relance pour que tout redevienne comme avant.

Cette crise résulte d'une forte croissance économique basée sur l'extension d'un modèle de consommation et de production fondamentalement insoutenable. Dans ce modèle de développement, toute intervention de l'État est, au mieux, inutile ou, au pire, nuisible parce qu'elle favorise certains groupes d'intérêts au détriment de l'ensemble. Inspirant nos gouvernements, la déréglementation, la privatisation, la flexibilité du marché du travail, le contrôle obsessif des déficits et de la dette publique, le libre-échange et la libéralisation financière sont devenus les voies à suivre.

La crise actuelle nous montre à quel point cette foi dans les marchés a créé d'importants déséquilibres et de graves injustices.

Quelques repères

Voici quelques éléments qui expliquent les causes immédiates et le déroulement de la crise actuelle*.

1 Les taux d'intérêt aux États-Unis sont demeurés bas très longtemps. Des personnes qui n'avaient pas de revenus suffisants pour acheter une maison ont pu croire qu'elles le pouvaient en comptant sur un accroissement durable de la valeur de l'actif acheté.

Particulièrement aux États-Unis, les banques se sont empressées d'inciter à la consommation d'autres biens, ce qui, avec le plafonnement des revenus de l'immense majorité des travailleurs et travailleuses, a contribué à un accroissement de l'endettement.

3 D'autres pays ont également connu des problèmes semblables : le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Irlande, la France.

4 Afin de gérer de tels niveaux d'endettement, les institutions financières ont développé des produits financiers où se retrouvent différentes combinaisons de dettes (automobiles, cartes de crédit, immobilier, etc.) avec des qualités de crédit différentes (de la première qualité à la plus faible dans le même produit), avec des assurances contre les pertes de valeur dans certains cas. Ces papiers commerciaux adossés à des actifs (PCAA) se sont disséminés dans tout le système financier créant une chaîne d'interdépendance complexe et inextricable.

5 Ces mêmes années ont vu une vague sans précédent d'acquisitions d'entreprises par endettement, ce que permettaient les faibles taux d'intérêt. Les dirigeants d'entreprises financières, les courtiers et les gestionnaires ont voulu bénéficier de cette manne : croissance des chiffres d'affaires et des rendements, des commissions et des bonis, de la rémunération.

6 Avec la montée des taux d'intérêt à court terme, les gens se sont retrouvés avec plus de dettes que d'actif et des paiements prohibitifs.



* Les éléments d'analyse présentés ici doivent beaucoup à l'ouvrage de Michel Aglietta intitulé *La crise, pourquoi en est-on arrivé là ? Comment en sortir ?* (Michalon, 2008)

7 Soudain, il n'y a plus d'acheteurs ni pour les maisons ni pour les titres financiers, qui deviennent tout à coup très risqués. Les défauts arrivent en cascade. Les saisies surviennent par millions, les institutions financières perdent des milliards, les plus grandes sont acculées à la faillite.

8 Cela a pour effet d'enrayer très sévèrement le système financier international. Les banques devant se prêter de très grosses sommes tous les jours pour équilibrer leurs activités, plus personne ne veut prêter aux autres de peur de ne plus revoir son argent !

9 Les banques centrales ont dû injecter des centaines de milliards de dollars de liquidités pour aider les banques, et les États garantir les prêts qu'elles se font entre elles.

10 L'accès au crédit devient très difficile dans l'économie industrielle ou dans les autres secteurs d'activité (l'économie autre que financière, souvent appelée économie réelle), des entreprises très endettées peinent à se refinancer.

12 Les cours boursiers s'écroulent dans tous les pays du monde, nombre d'indices perdent plus de la moitié de leur valeur. L'épargne retraite fond comme neige au soleil, les systèmes de retraite sont au bord de l'asphyxie.

Tous les secteurs qui étaient dans un équilibre

13 fragile ou déjà en difficulté voient leur situation s'aggraver dramatiquement. Ainsi, le secteur automobile états-unien qui, malgré des décennies de recul par rapport à ses concurrents, a continué à proposer des produits niant les enjeux d'énergie, d'environnement, le paie chèrement aujourd'hui. Les secteurs qui étaient en croissance connaissent aussi des ralentissements marqués et effectuent des mises à pied.



11 Les consommateurs endettés, qui perdent tout ou voient la valeur de leurs actifs immobiliers et financiers fondre, cessent de consommer. Des secteurs comme l'automobile voient leurs ventes chuter brutalement du jour au lendemain.

14 L'engrenage est déclenché : chute de la consommation, ralentissement, pertes d'emplois, pertes d'actifs, chômage.

« Il ne faut pas gaspiller une crise comme celle-là,
il faut en faire bon usage. »

— RAHM EMANUEL, CHEF DE CABINET DU PRÉSIDENT OBAMA

LES REVENDICATIONS DE LA CSN

Faire face à la crise

BLOC 1 Pour un plan d'investissement social

Pour la première fois, le Canada entre en récession sans un programme valable d'indemnisation du chômage et sans un programme de stabilisation des revenus. Il est urgent d'apporter des changements pour améliorer l'accessibilité au régime, augmenter le taux de prestations et abolir le délai de carence.

La CSN revendique l'amélioration immédiate du régime d'assurance emploi.

Nombre de travailleuses et de travailleurs vieillissants perdront leur emploi au cours de cette récession et, dans bien des cas, ne pourront plus jamais accéder au marché du travail. Il est aussi urgent de leur offrir une passerelle pour se rendre à la retraite.

La CSN revendique la mise en place immédiate d'un programme de soutien du revenu pour les travailleuses et les travailleurs âgés.

L'amélioration de l'accès au logement social est déterminante pour que des citoyennes et des citoyens puissent avoir une vie décente. Ces dépenses contribuent aussi directement au maintien de l'activité économique. Il faut réaffirmer la nécessité de maintenir des mécanismes de contrôle des prix des loyers par la Régie du logement et des mesures de régulation de l'endettement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

La CSN revendique l'augmentation des budgets alloués au logement social.

Les transferts fédéraux pour la santé, l'éducation et l'aide sociale sont inéquitables. Ils sont établis selon la population sans tenir compte de l'ampleur des problèmes. Ainsi, l'Alberta reçoit 11 607 \$ par prestataire de l'aide sociale et le Québec, 2788 \$! Le Québec attend toujours les 800 millions de dollars qui permettraient de revenir au niveau antérieur de financement de l'éducation postsecondaire par l'État fédéral. L'investissement dans l'éducation est une condition première du développement social.

NOUS AVONS l'occasion de faire valoir des valeurs différentes de celles qui ont prévalu au cours des dernières décennies. Si les mesures pour contrer la paralysie financière et pour contribuer à la relance de l'économie sont essentielles, celles visant à aider les travailleurs et les travailleuses qui sont victimes de cette crise le sont tout autant.



■ La CSN revendique l'augmentation des transferts fédéraux pour les secteurs de la santé, de l'éducation postsecondaire et l'aide sociale en fonction des besoins du Québec.

Les services publics, en particulier dans la santé, les services sociaux et l'éducation, contribuent fortement à ce que notre société soit plus égalitaire. Nous devons chercher à consolider ces acquis.

■ La CSN revendique le développement des services publics, car ceux-ci contribuent à la fois à l'emploi et au mieux-être de la population.

■ Elle revendique l'engagement des gouvernements à ne pas accroître la tarification pendant la récession, à ne pas privatiser les services publics et, notamment, à renoncer au PPP comme mode de financement et de développement des infrastructures publiques.

BLOC 2

Pour un marché du travail tourné vers l'avenir

La formation professionnelle des travailleuses et des travailleurs est une clé importante pour la sortie de crise.

■ La CSN revendique que toutes les ressources nécessaires soient allouées par le gouvernement du Québec pour permettre à un maximum de salarié-es de bénéficier de la formation professionnelle pendant le ralentissement ou pour éviter des mises à pied.

■ Elle revendique que toutes les ressources nécessaires soient allouées par le gouvernement fédéral pour permettre la mise en place de programmes de travail partagé, y compris par l'amélioration des prestations versées dans le cadre de ces ententes.

De nombreux travailleurs atypiques, temporaires, autonomes, à temps partiel, qui représentent plus du tiers de la main-d'œuvre, n'ont pas accès aux mêmes protections sociales que ceux qui sont syndiqués ou qui sont couverts par la Loi sur les normes du travail.

■ **La CSN revendique une modernisation des lois du travail et des régimes de protection sociale pour que toute la main-d'œuvre puisse bénéficier des mêmes droits.**

La syndicalisation améliore les conditions de travail et de vie des travailleuses et des travailleurs, et contribue ainsi à la réduction des inégalités.

■ **La CSN revendique des modifications au Code du travail pour faciliter l'accès à la syndicalisation.**

Dans un but de prévention et de maintien de l'emploi, les entreprises devraient avoir l'obligation de fournir au gouvernement et au syndicat, ou aux représentantes et représentants des employé-es, toute information relative à leur situation financière et à leur stratégie de développement.

■ **La CSN revendique une modernisation des lois du travail sur les licenciements collectifs pour obtenir une plus grande transparence, une plus grande sécurité économique et le droit des salarié-es et des communautés concernées d'agir sur leur avenir.**

Dans son dernier budget, le gouvernement fédéral a adopté deux mesures qui, loin de relancer l'économie, bafouent les droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs.

■ **La CSN revendique le retrait du budget fédéral des éléments qui plafonnent les augmentations salariales dans la fonction publique fédérale, y compris celles pour lesquelles il s'est déjà engagé, ainsi que les mesures qui ont pour objectif de restreindre l'accès des femmes à l'équité salariale.**

Tout notre système de retraite est en difficulté, autant les régimes à prestations déterminées que ceux à cotisation déterminée. De plus, la majorité des travailleurs et des travailleuses n'ont pas accès à un régime de retraite.

■ **La CSN revendique la mise en place rapide par le gouvernement du Québec d'un comité chargé de réexaminer notre système de retraite, comité auquel doivent être associés les syndicats.**



BLOC 3 Pour contribuer à la relance et contrer la paralysie financière

Devant la hausse du chômage et la détérioration de l'économie, une série de gestes doivent être posés. La CSN revendique :

■ **une action des gouvernements en vue d'engager rapidement des efforts budgétaires supplémentaires en cas d'accroissement du chômage ;**

■ **l'adoption des mesures fiscales et budgétaires qui ont le plus d'impact sur l'activité économique. En ce sens, les baisses d'impôt généralisées constituent une approche inefficace ;**

■ le financement par le gouvernement fédéral de mesures musclées de soutien aux secteurs en difficulté : forêt, mines, etc. Les mesures de soutien au secteur manufacturier demeurent tout à fait insuffisantes ;

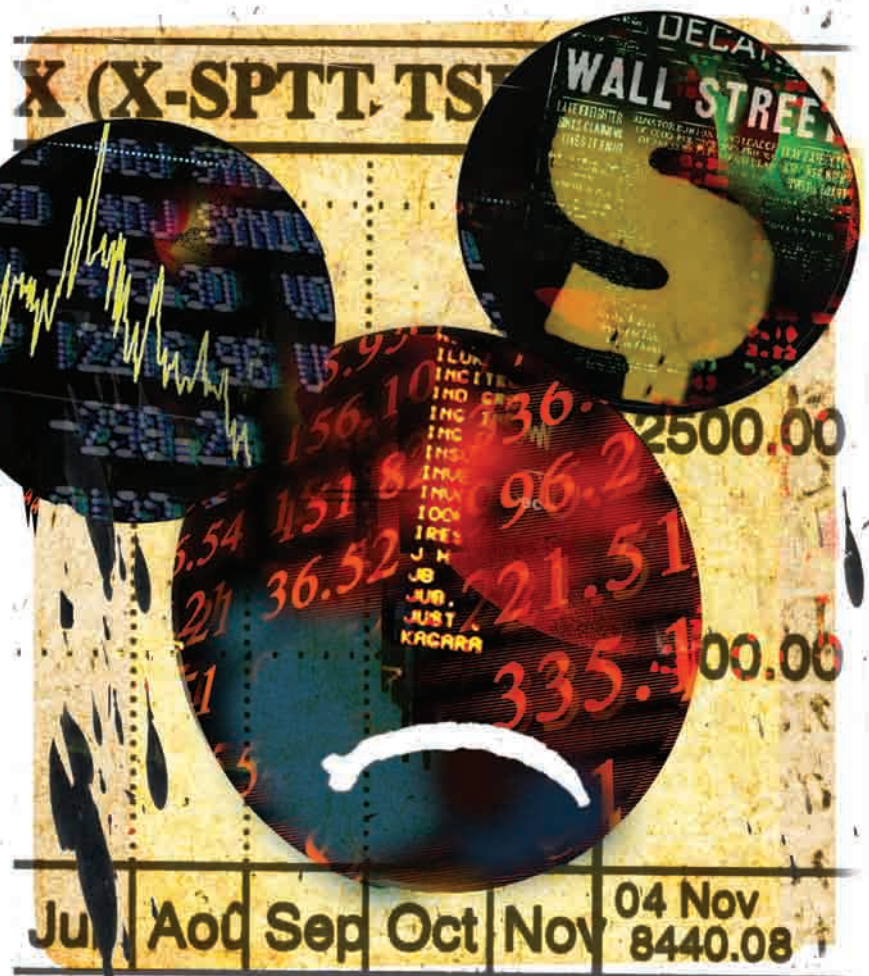
■ une approche multilatérale du commerce qui favorise à travers les négociations commerciales le respect des droits humains, des droits fondamentaux au travail et, en particulier, la liberté syndicale et la diminution de notre empreinte écologique ;

■ le rétablissement des subventions fédérales à la culture. Les coupes dans ce secteur constituent en soi un non-sens ; cette approche est aussi particulièrement préjudiciable au Québec ;

■ l'accroissement des efforts des gouvernements pour soutenir la recherche, le développement et l'innovation, en particulier dans les technologies qui permettront une plus grande efficacité énergétique et une réduction des gaz à effet de serre. Que des fonds précis soient alloués pour les secteurs d'activité fortement ancrés au Québec ;

■ des investissements qui contribuent à une relance plus « verte », à changer les pratiques de transport et de consommation d'énergie (infrastructures, transports collectifs urbain et interurbain, programmes d'efficacité énergétique, etc.) ainsi qu'à réduire l'utilisation des ressources et à accroître le recyclage ;

■ un accroissement des interventions de la Banque du Canada pour assurer le maintien des liquidités nécessaires et le fonctionnement de l'économie financière.



BLOC 4

Pour réglementer le capitalisme financier

Les dérives du capitalisme financier et la nouvelle ingénierie financière nous ont menés au bord du gouffre. Il faut réformer le capitalisme pour éviter toute forme d'excès ou d'abus.

■ La CSN revendique des mécanismes de réglementation pour tous les nouveaux acteurs, les nouveaux produits et les pratiques de la nouvelle économie financière (fonds spéculatifs (*hedge funds*), fonds d'investissement privés, utilisation des paradis fiscaux, produits financiers dont le risque ne peut être évalué, etc.).

■ Elle revendique l'adoption de mesures fiscales dissuasives contre les pratiques d'acquisition d'entreprise par endettement.

Elle revendique l'examen de solutions de rechange pour mettre fin au quasi-monopole des grandes agences de notation.

La CSN recommande à tous les syndicats et à tous les gestionnaires de caisses de retraite de réévaluer toutes les activités de placement qui échappent à la supervision prudentielle, qui contribuent ou s'apparentent à de la spéculation, en particulier sur les produits alimentaires.

Elle recommande que soit adoptée une politique sur la gestion active des risques sociaux, environnementaux et reliés à la gouvernance d'entreprise (incluant les politiques de rémunération des dirigeants) pour toutes les caisses de retraite, de façon à favoriser l'adoption par les entreprises de meilleures pratiques à ces égards.

BLOC 5

Agir maintenant pour un développement soutenable

Le modèle de développement actuel, fondé sur la consommation débridée, n'est pas durable du point de vue des droits sociaux et humains, de l'exploitation et du partage des richesses et de l'équilibre de la planète. Si nous voulons sortir de la crise durablement, il faut miser sur un autre modèle de développement. Pour ce faire, le gouvernement du Canada doit respecter sa signature du protocole de Kyoto et s'engager positivement dans l'élaboration d'une nouvelle entente pour assurer la lutte aux changements climatiques.

Dans le but de concevoir une réponse cohérente basée sur des changements durables et structurants, la CSN, en collaboration avec ses partenaires syndicaux et des organisations de la société civile, veut ouvrir trois chantiers de travail sur :

- Un nouveau partage de la richesse et la réduction des inégalités ;
- Les conditions d'une relance « verte » ;
- Les moyens nécessaires pour soutenir une organisation économique différente de la production des biens et services, comme l'économie sociale et solidaire ou la finance socialement responsable.



Cet outil sur la crise économique est tiré d'un document d'orientation adopté par le conseil confédéral (mars 2009) et disponible sur le site Web de la CSN, sous l'onglet Documentation.

PUBLIÉ PAR LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

PRODUCTION : SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA CSN

CONCEPTION GRAPHIQUE : JACQUES GAUTHIER

ILLUSTRATIONS : RENO

IMPRESSION : GIBRALTAR

DÉPÔT LÉGAL : BANQ 2009, BAC 2009

MAI 2009

Les syndicats ont aussi un rôle à jouer

Au plan local, beaucoup peut être fait pour atténuer les effets de la crise. Ainsi, la CSN recommande à tous ses syndicats :

- de chercher à améliorer le pouvoir d'achat des salarié-es, mesure essentielle au maintien et à la relance de l'activité économique.
- de limiter la durée des conventions collectives. Le contexte économique futur est très incertain, les risques d'inflation sont importants à moyen terme. Un engagement de longue durée sans protection contre l'inflation ou sans garantie d'avenir devient de plus en plus hasardeux.
- d'examiner les mesures qui permettraient une plus grande efficacité énergétique dans leur milieu de travail ou des économies dans l'utilisation des ressources et des matières premières. Ces mesures permettant à la fois de réduire l'empreinte écologique et d'améliorer la performance économique des entreprises.
- d'inscrire dans leur convention collective des mesures de transparence économique qui prévoient que l'entreprise transmette et soumette à la discussion, sur une base régulière, ses résultats, ses stratégies de développement et son plan de développement des ressources humaines.



POUR SORTIR DE LA CRISE
plus solidaires !